

# APE : « Repartons de l'ancien projet »

**La FGTB veut revenir au projet de réforme des aides à l'emploi passé à la trappe en juillet 2017. Pas parfait mais au moins « concerté ».**

● **Interview :**  
**Pascale SERRET**

**L**e ministre de l'Emploi Pierre-Yves Jeholet (MR) fait lui-même le constat : sa réforme des aides à la promotion de l'emploi (APE), dossier majeur de la majorité MR-cdH, ne passera pas. « *La séquence est passée* », regrette-t-il.

À la FGTB wallonne, par contre, on ne le cache pas, le printemps commence bien : « *L'abandon de cette réforme par le gouvernement wallon est une victoire syndicale importante qui va rassurer près de 60 000 travailleuses et travailleurs et 4 000 employeurs en Wallonie* ».

Le point avec Thierry Bodson, secrétaire général de la FGTB wallonne.

**Thierry Bodson, si la réforme des APE est abandonnée, vous êtes bien sûr que c'est à la mobilisation syndicale qu'on la doit et pas plutôt à Patricia Potigny ?**

Évidemment, il y a cet élément déclencheur. Mais dès qu'il y a eu cette démission de la députée MR, tout le monde s'est demandé ce qu'allaient devenir deux dossiers : les APE et l'assurance autonomie. Parce qu'ils n'étaient plus des dossiers comme les autres. Précisé-

ment parce qu'ils ont été médiatisés grâce à l'ampleur de la mobilisation. La pression de la rue a encore du sens.

**Sans la démission de la députée MR et donc sans report de la plénière au Parlement wallon, la réforme passait quand même, non ?**

Je ne suis pas sûr. Plus il y avait de la mobilisation (NDLR : 10 000 personnes dans les rues de Namur lundi), plus c'était médiatisé, plus il devenait compliqué pour certains députés de la majorité, au cdH, de soutenir le vote. C'est mon impression.

**La majorité MR-cdH, et singulièrement le ministre de l'Emploi, a très souvent dénoncé la « désinformation » de la FGTB et du PS sur cette réforme. On comprend « manipulation »...**

Ce qu'on a pu dire sur le projet, c'était à 90 % dans les avis du Conseil économique et social wallon, il ne faut pas l'oublier. Et puis, par la mobilisation syndicale, et parce que le PSet Écolo ont fait le forcing, il y a eu des auditions en commission. La plupart des intervenants y ont dit la même chose que nous. Acteurs de terrain, employeurs...

**Ceci dit, vous n'avez rien contre une réforme du système.**

Non. Des avant-projets étaient prêts en juin 2017 (NDLR : le projet de l'ex-ministre PS Tillieux) sous l'ancienne majorité. On pourrait repartir de ce modèle.

**Renégocier sur cette base ?**

Oui. Sans tabou, y compris, pourquoi pas, sur un renvoi des enveloppes fonctionnelles vers les différents ministres d'ailleurs. Ce qui n'était pas prévu par Éliane Tillieux.

**Mais cet ancien modèle ne supprimerait-il pas un millier d'emplois PTP (programme de transition professionnelle) ?**

Dans ce projet, l'argent des PTP était sorti de la réforme globale et transféré dans ce

**Une vraie concertation en amont, ce n'est pas du temps perdu. On en regagne après.**

qu'on a appelé des APE rotatifs. On ne travaillait plus par points mais par budget. Et ce budget PTP devait être consacré exclusivement à une politique de remise à l'emploi de personnes qui en sont très éloignées.

**Si vous renégociez quelque chose, ce sera d'office pour la prochaine législature.**

Oui. Techniquement, je ne vois pas comment on ferait autrement... Mais il y a une morale à cette histoire.

**Qui est... ?**

Le fameux modèle mosan de concertation cher à Magnette, il vaut la peine d'être appliqué. C'est de l'investissement en amont. À chaque fois qu'un ministre prend la peine d'instaurer une vraie concertation, ce n'est pas du temps perdu. Il en regagne toujours après. ■

## « Rendre au Parlement sa capacité de contrôle au plus vite »

**A**près la décision prise par le MR et le cdH au sein du bureau élargi du Parlement wallon de baisser le volet pour 15 jours, le ministre-président Willy Borsus rencontre les chefs de groupe. L'idée, chaudement recommandée par le président du MR Charles Michel, est d'envisager un agenda de travail jusqu'à la fin de cette législature. Quels dossiers peut-on encore espérer faire aboutir ?

Avec cette précision déterminante apportée par Willy Borsus : « *Je ne veux pas que l'approbation d'un texte du gouvernement wallon dépende du vote positif ou de l'abstention du PTB ou du groupe Destexhe* ». Et comme Écolo et le PS ne veulent pas soutenir les dossiers APE et assurance autonomie, on oublie au moins ces deux-là.

Au PS, le chef de groupe Pierre-Yves Dermagne renvoie le gouvernement à ses responsabilités. « *Pour le PS, le gouvernement est de facto en affaires courantes. Nous attendons que le ministre-président vienne avec des propositions.* »

Chez Écolo, Stéphane Hazée avait au moins une exigence : rendre le plus vite possible au Parlement wallon sa capacité d'initiative et de contrôle. « *Dès la semaine prochaine, pour des commissions jeudi et vendredi* », après le coup d'arrêt brutal de mercredi. « *Et une question en suspens : quel est le statut du gouvernement ? Minoritaire ou de facto en affaires courantes ?* » La possibilité de voir des projets aboutir encore sous cette législature n'est néanmoins pas abandonnée. « *Certains ont fait l'unanimité en commission. D'autres sont flous parce qu'on n'en connaît pas le contenu. Et quelques-uns posent gravement problème. On attend que Willy Borsus fasse aussi un tri* », conclut Stéphane Hazée. Les contacts se poursuivent demain avec le MR, avant un second tour lundi. ■ **P.S.**